

Article paru dans Réalités neuchâteloises en mai 2005

Quand le privé fait peur...

EHM, OMC, etc. : ce sont tous des acronymes qui font peur à certains conservateurs car une la notion de privatisation y est attachée. Les dogmatiques de la nouvelle majorité qui ne voient le salut de notre société qu'à travers un État paternaliste et « big brotherisant » ont de quoi s'occuper ces temps...

Ainsi, l'aile intégriste de la nouvelle majorité s'oppose au nouvel EHM en raison d'une crainte de démantèlement dû au statut de droit privé attribué à une partie des collaborateurs. Or, toutes les précautions ont été prises par le législateur pour que les deux conventions collectives (privée et publique) soient identiques à la virgule près et pour que la modification de l'une ne puisse se faire sans la modification de l'autre. Les deux statuts, en dehors du nom, sont égaux. Pour un simple jeu de mots, on fait déplacer aux urnes près de 128 000 électeurs.

Cette crainte du privé aurait de quoi faire sourire si elle n'était aussi dogmatique. Ainsi, nous sommes amenés à nous poser une question cruciale :

Mesdames et Messieurs de la gauche bien-pensante, de quel droit pouvez-vous postuler a priori une mise à l'index de la notion de privé ? Est-ce une crainte légitime ou une réaction corporatiste qui ne vise qu'à servir des intérêts clientélistes ?

Lorsqu'on sait que près de 20 000 fiches de salaires dans ce canton (sur un total de 83 000 personnes actives) dépendent du secteur public, il n'est pas exclu que la seconde alternative soit correcte, au vu de l'importance de cet électorat-là.

Cette crainte du privé se retrouve dans les actions du groupe ATTAC qui tente de rallier les communes neuchâteloises à sa croisade contre l'accord général sur le commerce des services (AGCS). Que cache cette opposition ? La peur qu'un service privé effectue mieux et plus efficacement certaines missions qu'une administration publique ? La crainte que, de par l'arrivée de nouveaux acteurs, l'administration publique soit à la merci de comparaisons peu gratifiantes ?

On voit ici beaucoup d'interrogations qui démontrent toutes une certaine peur du changement, un certain conservatisme.

Plutôt que prendre la route du libéralisme et du progrès qui a mené notre pays aux sommets, la gauche se berce d'illusions égalitaristes. Or, partout où elle a eu l'occasion d'exercer le pouvoir, ce ne fut qu'une succession sinon de faillites, du moins de désillusions cruelles : la France dans les années 1980, les pays nordiques, le Brésil d'aujourd'hui sont autant de constats qu'une politique de gauche est vouée tôt ou tard à l'échec. Les seules gauches ayant réussi à gouverner sont celles qui ont su se réformer à l'image du Labour de Grande-Bretagne ou des Libéraux canadiens.

A l'heure où notre canton commence une grande aventure, il serait bon de s'en souvenir...

Yvan Botteron

Député, Conseiller communal

Les Ponts-de-Martel